



Procès-verbal du Conseil Académique
Réuni le mardi 2 juin
En configuration dématérialisée
Sous la présidence de M. Stéphane AZOULAY,
Vice-Président Formation
Et la coprésidence de Noel DIMARCQ,
Vice-Président Recherche et Innovation
N°7/2020-2021

ÉTAIENT CONNECTÉS : Mme ADAM Carine, M. ALLEGRET Jean-Pierre, M. VIZZARI Jean-François, Mme BATAZZI Claudine, Mme BERTONE Manuela, Mme BERTRAND Marie-France, M. BLANC Frédéric, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme BOISSELIER Pauline, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BORGESE Mauro Franco, M. BOUISSOU Stéphane, M. BRUNY Rémy, M. BURGER Alain, M. CAILLER Bruno, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, Mme CHRISTIANS Elisabeth, M. CRISTOFARI Gaël, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, M. DELLAMONICA Jean, Mme DEMARIA Samira, M. DIMARCQ Noël, M. DOUAI Ali, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme FEDELE Carine, Mme FERAUD Aurélie, Mme GIACALONE Marjorie, M. GIBART Laetitia, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme HAYOTTE Meggy, Mme HERITIER Camille, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MERIAUX Stéphanie, M. MORETTI Laurent, M. MOSCU Mircea, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, Mme PLOUVIEZ Mélanie, M. RASSE Paul, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, M. ROUSSEAU Sylvain, Mme SALVAN Geneviève, M. SERRANO Benjamin, Mme SESSA Virginie, M. SIIRIAINEN Fabrice, M. SOFIA Pierre Niccolo, Mme TÜRK Pauline, Mme VAN DE WIELE Nathalie, Mme WALLISER Elisabeth

AVAIENT DONNÉ PROCURATION : Mme AYERBE Cécile à M. ALLEGRET Jean-Pierre, M. BIZIOU Michaël à Mme BERTONE Manuela, M. BURRONI Gaël à Mme BOISSELIER Pauline, Mme GWIZDEK Carole à M. ROULEAU Matthieu, M. HASSANALY GOULAMHOSSSEN Rahim à Mme MOSCU Mircea, Mme N'AIT-BOUDA Faiza à M. CAILLER Bruno, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul à Mme SALVAN Geneviève, M. PETIT Eric à M. AZOULAY, Mme ROMERO Margarita à Mme D'HARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, Mme GUILLAUMIER Audrey à M. BRUNY Rémy, M. DEMESLAY Christopher à M. ESPALLARGAS Jean-Philippe .

ÉTAIENT ABSENTS : Mme CEREZO Delphine, Mme CORRADI Léa, Mme COURTIN Christine, M. COURDE Clément, M. DIEDERICHS Thibault, Mme EL SAYED Eva, Mme GERIA Carla, M. GESBERT David, Mme GUILLAUMIER Audrey, M. HACHEM Elie, Mme HOUARA Inès, Mme MALE Margaux, Mme PUEL Marjolaine, M. REVELLI Gabriel et M. ROSSI Andréa.

INVITÉS CONNECTÉS : M. CAMINADA Alexandre, M. MILAN Serge, Mme BERTINI Marie-Joseph, M. ALLIEZ Pierre, M. COUNILLON Laurent, M. ARGENTINA Mérédic

M. AZOULAY ouvre la séance à 13H30.

En préambule, il annonce qu'un règlement intérieur propre au conseil académique sera pris pour en dessiner le fonctionnement et notamment clarifier la question des votes et des abstentions au vote.

A la question de l'examen des moyens alloués au conseil académique et à son champ de compétences, posée par Laurent MORETTI, il invite les conseillers à se reporter aux statuts d'Université Côte d'azur et au règlement intérieur des instances votées par le conseil d'administration.

Il demande, ensuite, aux conseillers présents de se connecter tour à tour avec leur caméra afin qu'il soit procédé à leur identification.

1) Présentation du projet de Fédération de Recherche Théories, Modélisations et Simulations Atomistiques (ThéMoSiA)

M. Noël DIMARCQ introduit le projet de fédération dont la présentation est en Annexe 1 du Procès-verbal. Le descriptif de la gouvernance est en Annexe 2.

M. Serge ANTONCZAK du laboratoire ICN et responsable de l'aspect "Formation" de 2010 à 2014 au sein du GDR RFCT - Réseau Français de Chimie Théorique, débute la présentation de ce projet de fédération en indiquant qu'il concerne plusieurs unités de recherche d'Université Côte d'Azur : LJAD, IPMC, INRIA.

La fédération « ThéMoSiA » est l'évolution du GDR. Elle vise à préserver ce réseau et les nombreuses interactions existantes, et aussi à favoriser son évolution. Elle sera gérée par l'Institut de Chimie (INC) du CNRS.

L'organisation actuelle du GDR sera reprise pour la fédération (coordination nationale, comité de pilotage, bureaux et pôles régionaux)

Les activités du GDR concernent l'animation de la recherche (organisation d'une conférence tous les deux ans et d'une réunion nationale tous les ans pour les étudiants, subvention de nombreuses manifestations) et la formation initiale et continue (master et écoles thématiques formant à la chimie théorique).

Le développement du réseau vers l'international a permis la création d'un « International Research Network » (IRN) avec la Chine. Cet IRN favorise les échanges et finance des workshops ou alloue des subventions pour développer des collaborations franco-chinoises.

M. Serge ANTONCZAK souligne qu'après deux renouvellements du GDR, le CNRS a souhaité une transformation en fédération et une ouverture multidisciplinaire renforcée.

La création de la Fédération de Recherche « ThéMoSiA » a pour objectif de continuer à animer et structurer au niveau national une communauté active et reconnue, en renforçant les échanges entre chercheurs, en maintenant les activités de formation et en maintenant les liens entre les différentes communautés.

En complément des axes recherche et formation développés, un axe logithèque permettra de mettre en commun les logiciels produits, en assurant les formations à leur utilisation et leur exploitation. Cette fédération permettra ainsi de créer les passerelles qui permettront un partage de connaissances entre communautés, d'initier des interfaces entre méthodes et d'aider à l'émergence de nouveaux concepts autour de la modélisation multi-échelle.

De futures rencontres de prospective sont aussi prévues pour identifier les axes d'évolution à explorer.

S'en suivent les questions des conseillers :

Quelle sera l'organisation au niveau des différentes équipes ? M. Serge ANTONCZAK confirme que l'organisation sera identique au GDR, avec un responsable par région. Il ajoute que l'organisation sera à un niveau national et que des élections détermineront l'équipe dirigeante. Les universités qui participent au GDR feront partie de la fédération.

Un conseiller souligne les compétences multiples qui sont la force de la fédération ThéMoSiA.

Cette fédération concerne-elle aussi la biologie ? M. Serge ANTONCZAK souligne que les simulations en biochimie sont en fort développement en France. Dans le cadre de cette fédération, l'ouverture vers la biologie est donc naturellement prévue.

M. Patrick CASSAM-CHENAÏ ajoute que le GDR se termine fin 2022, mais l'INC souhaite son remplacement par la Fédération ThéMoSiA dès janvier 2021". Pour UCA, la participation à ce réseau ne sera pas contraignante car aucune participation financière n'est demandée à l'université. Le financement, assuré par le CNRS/INC, permet de subventionner des missions ou l'organisation de workshops.

Le projet de création de la Fédération de Recherche Théories, Modélisations et Simulations Atomistiques (ThéMoSiA) est approuvée à l'unanimité.

2) Evaluation à 2 ans de la Institut Fédératif de Recherche INTERACTIONS et changement de la codirection

M. Noël DIMARCQ présente brièvement l'Institut Fédératif de Recherche (IFR) INTERACTIONS en indiquant qu'elle a été créée début 2018 dans le but de structurer et de favoriser les échanges entre les laboratoires ayant le droit comme thématique de recherche. Il donne ensuite la parole à M. Yves STRICKLER (CERDP) et M. Jean-Sylvestre BERGÉ
Conseil Académique n°7 du 2 juin 2020

(GREDEG), coprésidents de cet IFR. M. Marc ORTOLANI (ERMES), proposé pour succéder à M. Yves STRICKLER comme coprésident de cet IFR, est également présent. Le document d'auto-évaluation de l'IFR est en Annexe 3.

M. Yves STRICKLER dresse le bilan de l'IFR INTERACTIONS. A l'époque de sa création, début 2018, les laboratoires rattachés au champ de recherche « droit et science politique » travaillaient de façon cloisonnée. L'IFR a permis le développement d'une recherche collective, une meilleure liaison entre ces cinq unités de recherche impliquées (4 UPR et 1 UMR) :

- CERDACC (Centre d'Études et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)
- CERDP (Centre d'Étude et de recherches en Droit des Procédures)
- ERMES (Équipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés)
- LADIE (Laboratoire de droit international et européen)
- GREDEG (Groupe de Recherche en Droit, Économie et Gestion)

L'IFR a ainsi contribué au développement d'axes de recherches collectives et pluridisciplinaires, a favorisé les échanges et la coopération entre les unités de recherches impliquées en suscitant des initiatives partagées. Elle a aussi permis d'améliorer la visibilité d'ensemble des activités de recherche dans ce domaine.

Une dotation de 10 000 € annuelle allouée par UCA a été utilisée pour soutenir plusieurs actions, en particulier des manifestations scientifiques (colloques annuels thématiques, Nuit du droit avec procès fictif, colloque des doctorants, ...) dont plusieurs ont fait l'objet d'une valorisation par leur publication.

M. Jean-Sylvestre BERGÉ présente les actions à venir : accompagnement accru des équipes dans la soumission de projets lors d'AAP pluridisciplinaires, diversification des processus de diffusion du savoir (tables-rondes interactives, vidéo et podcasts), développement du travail de vulgarisation des résultats de la recherche auprès des plus jeunes étudiants et du grand public.

Un point fort de cet IFR est lié à la volonté d'ouverture pluridisciplinaire et d'ancrage territorial fort (ville de Nice, tribunaux, barreaux), avec un objectif d'ouverture à l'international.

Au niveau de l'auto-évaluation, un point à améliorer concerne la mobilisation des chercheurs et des doctorants pour assister davantage aux manifestations et échanger avec les intervenants, afin de réduire le risque identifié de possible isolement local.

La direction de l'IFR INTERACTIONS est assurée par deux coprésidents, avec des mandats de 2 ans alternés (changement d'un des 2 coprésidents tous les ans). Les deux coprésidents actuels sont Jean-Sylvestre Bergé (GREDEG, désigné en 2019), Yves Strickler (CERDP, désigné en 2018). Marc Ortolani (ERMES) est proposé pour succéder à Yves Strickler en tant que coprésident de cet IFR. Cette proposition a été validée par le conseil de l'IFR du 05/05/2020.

M. Noel DIMARCQ propose de passer au vote pour que le CAC donne un avis favorable :

- au bilan de l'IFR INTERACTIONS
- au changement de coprésidence : Marc ORTOLANI succèdera à Yves STRICKLER à compter du 05/06/2020, Jean-Sylvestre BERGÉ restant coprésident pendant 1 an.

***Le changement de la codirection de l'Institut Fédératif de Recherche INTERACTIONS est approuvé à l'unanimité.
Le bilan de l'IFR à deux ans est également validé à l'unanimité.***

3) Changement de direction du laboratoire « Ecology and Conservation Science for Sustainable Seas » (ECOSEAS) UMR 7035

Ce point est reporté au CAC Plénier du 07/07/2020.

II.1-Modification de la réglementation des examens

M. AZOULAY rappelle que pendant la période d'urgence, le délai qui séparait la première et la seconde session des examens, a été raccourci passant de 15 à 7 jours.

La modification présentée, a vocation à rétablir le délai initial de quinze jours entre la première et la seconde session.

Il précise par ailleurs qu'une autre modification vise à étendre la consultation des copies aux examens de contrôle continu (tandis que l'obligation ne s'appliquait que pour les contrôles terminaux).

Vote : adoption à l'unanimité, à 62 voix des modifications relatives à la réglementation des examens pour l'année universitaire 2020-2021.

II.2.- Étude de la modification de l'offre de formation et validation des maquettes.

Lors du CAC du 5 mai, M. AZOULAY avait annoncé une modification des maquettes existantes.

Il présente aux conseillers le déroulement de la procédure de modification de maquettes.

Les modifications de maquettes sont, en premier lieu, opérées dans le cadre du conseil de gestion des EUR.

Les EUR les remontent en second lieu, à la direction des études et de la formation qui s'assure de leur conformité aux critères généraux votés par l'établissement.

Si elles sont conformes et seulement dans ce cas, elles sont transmises en dernier lieu au CAC.

M. AZOULAY explique que les maquettes qui ne sont pas conformes aux critères généraux votés par l'établissement sont renvoyées au sein des EUR pour être retravaillées.

M. AZOULAY ajoute que les modifications du volume horaire global des maquettes ne peuvent intervenir en cours de contrat que sous réserve de soutenabilité.

Les maquettes portant création de nouveaux parcours et de nouvelles formations, pour leur part, sont soumises à l'examen de deux rapporteurs du CAC.

Il rappelle que la liste des maquettes validées administrativement est transmise aux conseillers en amont.

Un tableau Excel mis en place par le service du pilotage de l'offre de formation (SPOF), comporte les différentes formations et les liens vers la plate-forme GEODE pour leur permettre d'accéder aux dossiers complets des formations. Du point de vue du calendrier, il rappelle que la validation des maquettes est antérieure à celle des MCC.

S'agissant des maquettes soumises au vote, les modifications les plus importantes interviennent sur les maquettes des troisièmes années de licence, déclare M. AZOULAY.

Olivier LEGRAND s'interroge sur l'évaluation par le CAC, des modifications de maquettes ; il craint qu'à terme, eu égard à la structuration, l'EUR puisse constituer un filtre.

Le but, répond M. AZOULAY, est en effet de désengorger le CAC et de déléguer aux EUR l'évaluation des MCC et des maquettes dès lors cependant qu'il ne s'agit ni de modification du volume horaire global, ni de la création de diplôme. Autrement dit, le CAC se consacrera à l'étude des grandes lignes de l'organisation des diplômes (bonus), aux cadrages établissement et aux orientations stratégiques.

M. LEGRAND souhaite connaître le régime applicable aux composantes à statuts dérogatoires.

Stéphane AZOULAY explique que ce sont les EUR qui portent les masters. Les modifications des maquettes et MCC sont donc remontées par les EUR.

Pour les formations intriquées, il faudra une discussion.

Les diplômes propres aux composantes tels que le DUT pour l'IUT, le diplôme d'ingénieur pour Polytech, les diplômes de santé pour l'UFR médecine, remontent directement au CAC.

Camille HERITIER s'interroge sur l'orientation des étudiants en santé et souhaite notamment savoir si les étudiants inscrits dans d'autres formations et qui vont passer en L2 ou L3 peuvent accéder aux UE de santé pour intégrer la deuxième année de santé.

M. AZOULAY lui répond qu'il n'est pas encore en mesure de donner des informations car cet aspect de la réforme n'a pas encore été abordé.

S'agissant de la création des maquettes des DU à expertiser, M. AZOULAY attire l'attention des conseillers sur le fait que seuls deux d'entre eux vont être modifiés : il s'agit des DU études cinématographiques et études scénario et narration.

Vote : adoption à l'unanimité à 62 voix des modifications des maquettes des DU licence et master par la délibération 2020-21.

II.3.- Étude de l'ouverture de deux options du diplôme d'état d'infirmier, pratiques avancées.

M. AZOULAY évoque le cas particulier du diplôme d'état d'infirmier, pratique avancée. Ce diplôme d'état valant grade master est porté par l'UFR médecine. Il permet de répondre à une demande de formation continue pour les infirmiers en exercice et d'accroître leurs prérogatives notamment en leur permettant d'assister les médecins en réalisant les prescriptions de soins.

Ce diplôme présente quatre options qui, précise-t-il suite à la question d'Olivier LEGRAND, sont aussi appelées spécialités : deux des options / spécialités ont déjà été ouvertes ; il s'agit d'une part, de l'option maladies chroniques et d'autre part, de l'option psychiatrie santé mentale.

Il s'agit aujourd'hui de soumettre au vote des conseillers l'ouverture des deux options.

Stéphane AZOULAY indique que ce diplôme, validé par le conseil de gestion de l'UFR, est autofinancé et fait appel à des PUPH, des MCPH et des praticiens hospitaliers. C'est à la fois une formation professionnalisante pour les infirmiers en exercice mais aussi pour les étudiants en formation initiale.

La curiosité, admet Stéphane AZOULAY, tient à ce que ces derniers ne peuvent cependant revendiquer le titre tant qu'ils n'ont pas atteint trois années d'exercice de la profession d'infirmier.

M. AZOULAY vante le succès de ce diplôme, initialement ouvert pour 25 étudiants tandis qu'il en a effectivement accueillis 35.

Vote : adoption à 62 voix des deux nouvelles options du diplôme d'état d'infirmier pratiques avancées par la délibération 2020-22.

M. AZOULAY accorde un délai aux EUR en leur permettant de présenter leurs MCC au conseil académique suivant le mois de la rentrée universitaire conformément aux prescriptions réglementaires.

Il observe qu'auparavant, les MCC remontaient de façon hétérogène. Désormais, il prône leur homogénéisation. Dans cette perspective, la DEF a mis en place un tableau Excel accompagné d'une fiche annexe.

Sont ainsi attendus des éléments tels que la compensation et le niveau d'application de celle-ci, les conditions de redoublement, les conditions du passage du M1 au M2, pour chaque semestre en fonction des UE le nombre d'ECTS, le coefficient, si l'unité d'enseignement est capitalisable s'il y a compensation, le type de contrôle et ses modalités et le cas échéant, le nombre d'évaluations, la nature de l'épreuve (contrôle continu ou contrôle terminal) et la durée de l'épreuve.

M. AZOULAY rappelle que la compensation n'est pas obligatoire non plus que le redoublement en master mais si l'on fait le choix de les bannir, mention doit en être faite dans les MCC sous peine de créer un risque contentieux pour l'établissement.

Des bonus tels que le bonus sport, le bonus engagement, le bonus lié au programme DEMOLA peuvent être prévus et faire gagner à l'étudiant jusqu'à 0,25 points par semestre.

Frédéric BLANC demande des précisions sur le programme DEMOLA.

M. AZOULAY suggère qu'Éric GUERCI vice-président entrepreneuriat étudiant vienne l'expliquer à un prochain CAC.

Il explique sommairement que ce programme permet aux structures de proposer un projet sur lequel travaillent les étudiants. Il s'agit d'un projet tutoré qui peut revêtir un caractère pluridisciplinaire avec des étudiants de plusieurs composantes.

Frédéric BLANC s'interroge sur l'identité des évaluateurs. Cette compétence répond M. AZOULAY, est dévolue à des collègues de l'université. Cependant, il indique que la question se pose de savoir si la compétence de la notation et le cas échéant l'attribution de bonus en général, pourrait être déléguée à des extérieurs.

II.4.- Modalités d'inscription pour l'année universitaire 2020-2021

Pascal CREMOUX prend la parole pour présenter les modalités d'inscription. Il précise que le CAC est consulté pour avis mais que le calendrier sera entériné par un arrêté du Président d'UCA.

Il fait état d'une modification (la seule) à l'article 2 paragraphe 2. Sur ce point relatif à la procédure d'inscription tardive, il est ajouté que la procédure est entamée par le demandeur dans le mois qui suit la fin des inscriptions ; toute demande ultérieure recevant par principe, une réponse négative en raison de sa formulation hors-délai. Pour Pascal CREMOUX, l'idée est de mettre fin aux demandes d'inscription qui parviennent parfois après l'achèvement des cours, fin avril / début mai. Il précise que les cas exceptionnels pourront cependant obtenir une dérogation.

Olivier LEGRAND s'inquiète du sort des lycéens qui obtiendraient au baccalauréat une moyenne inférieure à 8 /20 et pour qui une mesure gouvernementale accorde le droit de passer leur rattrapage en septembre. Pascal CREMOUX indique que le cas a été envisagé par l'arrêté car les lycéens malades ou admis au rattrapage obtiennent souvent leurs résultats en septembre.

Paul RASSE observe que dans sa formation, il y a actuellement et à la veille de la fermeture des inscriptions, entre 30 et 40% en moins d'étudiants inscrits par rapport à l'année précédente à la date limite d'inscription fixée au 3 juin. Il craint des inscriptions tardives.

Laurent Moretti précise que Paul RASSE fait allusion à une formation de master.

Pour Pascal CREMOUX, à ce stade, il s'agit de candidatures et non d'inscriptions car les inscriptions ne sont pas ouvertes. Le nombre de candidats, dit-il fluctue selon les années, indépendamment de la crise sanitaire.

À Paul RASSE qui s'inquiète pour les étudiants qui n'auraient pas pu s'inscrire, Stéphane AZOULAY répond que les dates de campagnes d'inscription ont été votées et qu'il n'est pas possible d'y déroger. La modification des dates mettrait l'établissement en porte-à-faux car il s'affranchirait des dispositions votées par les instances. Tout candidat qui ferait un recours devant le tribunal administratif aurait une forte probabilité d'obtenir gain de cause.

La question de l'inscription en formation continue des professionnels est posée par Paul RASSE

Pascal CREMOUX lui répond que ce public se voit appliquer une procédure particulière dans le cadre de laquelle le service de la formation continue les accompagne.

M. AZOULAY ajoute que dans cette hypothèse, les délais appliqués aux étudiants de formation initiale, ne s'imposent pas.

Laurent MORETTI craint que l'établissement ait à accueillir un plus grand nombre de bacheliers reçus. À ce stade, M. AZOULAY ne peut en préjuger mais il indique qu'en tout état de cause, des capacités d'accueil ont été votées par le conseil d'administration et s'imposent à l'établissement.

Il rassure cependant son interlocuteur en lui indiquant que les étudiants seront admis, si des places sont vacantes.

Pascal CREMOUX ajoute que les inscriptions à l'université sont déconnectées des résultats du baccalauréat et se font en amont de celui-ci. Aussi, les étudiants qui auront été acceptés en classe prépa, même s'ils ont passé leur bac en septembre, conserveront leur place.

Stéphane AZOULAY demande à Pascal CREMOUX de préparer un point sur PARCOURSUP et sur le fonctionnement des commissions d'accès à l'enseignement supérieur, au conseil académique du 7 juillet.

Laurent Moretti est intrigué, il a eu 600 candidatures de moins que les années précédentes. Stéphane AZOULAY rappelle que les variables ne sont pas fonction de la réussite au bac. Le rectorat, au besoin, contacterait l'université pour augmenter ses capacités d'accueil le cas échéant. Quoiqu'il en soit, il privilégie un accueil qualitatif et des conditions d'encadrement favorables.

Vote : Adoption à 62 voix de la délibération 2020-23 relative aux modalités d'inscription pour l'année universitaire 2020-2021.

Nathalie CAPDEVIEILLE fait remarquer qu'il manque les annexes à la réglementation des examens. Stéphane AZOULAY charge Pascal CREMOUX de leur mise en ligne.

II.5.- Calendrier pédagogique 2020-2021

M. AZOULAY annonce que ce point sera présenté au conseil académique de juillet ; Mme WATTINE et M. BARONE ayant oublié que leur présentation était attendue ce jour.

Il est annoncé que la journée banalisée aura lieu le 25 mars et non le 18 février comme le mentionne le calendrier des masters qui comporte une erreur dont Mme HERITIER demande la rectification.

Frédéric BLANC s'étonne que dans le département de psychologie, un demi-poste d'ATER ait été supprimé. Il souhaite comprendre de quelle façon les postes sont distribués entre les EUR.

M. AZOULAY explique que chaque composante a remonté ses besoins. Une commission s'est réunie et le président de l'établissement a statué.

Il précise que ce type de questions ne passe pas au CAC mais dépend des comités de pilotage des EUR qui proposent un argumentaire et une remontée classée pour l'octroi des postes.

Frédéric BLANC regrette un manque de communication dans l'attribution des postes.

Paul RASSE s'interroge sur la qualité de la remontée des besoins car en dépit de la remontée des postes à laquelle il a participé, il constate que son département est sous-encadré.

A l'inverse, Frédéric BLANC partage son avis sur la remontée des besoins, rapporte qu'à l'inverse, en psychologie de la médiation, un demi-poste a été publié par erreur avant d'être annulé. Or, Cela est embarrassant car une candidate y a postulé.

Olivier LEGRAND se demande si des postes ATER se substituent à des postes infructueux et d'autres qui seraient issus de la campagne : il se demande si l'arbitrage a été global.

M. AZOULAY explique que les CPRH finissaient de gérer la campagne validée lors de la précédente mandature mais la gestion des recrutements est passée au niveau des EUR. Il indique qu'un recrutement ATER peut être prévu pour les postes infructueux indépendamment de la volumétrie de la campagne ATER.

Aussi, les CPRH qui ont initié la campagne en cours, la terminent mais n'entament pas la suivante.

M. AZOULAY annonce que le prochain conseil académique dans sa formation restreinte, se tiendra le 16 juin.

M. AZOULAY lève la séance à 16H20

Pour le Président et par délégation,
le Vice Président Formation

